

MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNE DE SAINT GENEST MALIFAUX (42)



Le Bourg

42660 SAINT GENEST MALIFAUX

Tél : 04 77 51 20 01 - Fax : 04 77 51 26 71

Email : [mairie@st-genest-malifaux.fr](mailto:mairie@st-genest-malifaux.fr)

Travaux assainissement et AEP 2020

Centre Bourg

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CCAP

MAITRISE D'ŒUVRE :



1561, route de la Combe

42660 SAINT GENEST MALIFAUX

Tél : 06 74 78 02 04

Email : [s.dumond@sicc-vrd.fr](mailto:s.dumond@sicc-vrd.fr)

Indice	Date	Désignation	Réalisé par
0	16/04/2020	Emission originale PRO-DCE	SD
Pièce : 1.2		Format de fichier : .docx	A-19.72

## CCAP

### SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1.1	Objet du marché - Emplacements.....	4
1.2	Décomposition en tranches / lots / options.....	4
1.3	Maîtrise d'ouvrage .....	4
1.4	Maîtrise d'œuvre.....	4
1.5	OPC .....	4
1.6	Contrôle technique .....	4
1.7	Coordonnateur pour Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs .....	5
1.8	Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
<b>2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
2.1	Pièces particulières .....	5
2.2	Pièces générales .....	6
<b>3</b>	<b>PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
3.1	Caractéristiques des prix .....	6
3.2	Modalités de variation des prix .....	6
3.3	Répartition des dépenses communes .....	7
<b>4</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>7</b>
4.1	Garantie financière .....	7
4.2	Avance.....	8
4.3	Délai global de paiement et intérêts moratoires .....	8
<b>5</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>9</b>
5.1	Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement .....	9
5.2	Approvisionnements .....	10
5.3	Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....	10
5.4	Conséquence financière du non affermissement d'une tranche optionnelle .....	11
<b>6</b>	<b>DELAI D'EXECUTION - PENALITES .....</b>	<b>11</b>
6.1	Délai d'exécution des travaux.....	11
6.2	Prolongation du délai d'exécution.....	11
6.3	Pénalités pour retard .....	11
6.4	Augmentation des délais pour intempéries .....	12
6.5	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	12

6.6	Délai et retenues pour remise des documents après exécution .....	13
6.7	Sanctions en cas de manquement concernant la santé et la sécurité des travailleurs.....	13
<b>7</b>	<b>CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>13</b>
7.1	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits .....	13
7.2	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	13
<b>8</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>14</b>
<b>9</b>	<b>PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....</b>	<b>14</b>
9.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux .....	14
9.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	15
9.3	Travailleurs handicapés.....	15
9.4	Plan d'assurance qualité .....	15
9.5	Registre de chantier .....	15
9.6	Ordres de service .....	15
<b>10</b>	<b>ETUDES D'EXECUTION ET NOTES DE CALCUL .....</b>	<b>16</b>
<b>11</b>	<b>INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....</b>	<b>16</b>
11.1	Installations de chantier .....	16
11.2	Emplacements mis à disposition par le maître d'ouvrage .....	16
11.3	Signalisation des chantiers.....	16
11.4	Application de réglementations spécifiques .....	17
<b>12</b>	<b>DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER.....</b>	<b>17</b>
12.1	Gestion des déchets de chantier.....	17
12.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	17
12.3	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	17
12.4	Documents à fournir après exécution.....	18
12.5	Travaux non prévus.....	18
<b>13</b>	<b>RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>18</b>
13.1	Dispositions applicables à la réception .....	18
13.2	Réception partielle et prise de possession anticipée .....	18
13.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage.....	18
<b>14</b>	<b>GARANTIES ET ASSURANCES.....</b>	<b>18</b>
14.1	Délais de garantie.....	18
14.2	Garanties particulières.....	19
14.3	Assurances .....	19
<b>15</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>19</b>
<b>16</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>20</b>

# 1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Objet du marché - Emplacements

Le présent C.C.A.P. complète le cas échéant le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) CCAG-travaux 2009 issu de l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux NOR : ECEM0916617A publié au JO du 1er octobre 2009.

La présente consultation concerne les travaux d'assainissement et de renouvellement AEP 2020 en centre-bourg, sur la commune de Saint Genest Malifaux.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans le Bordereau Unitaire des Prix Unitaires et dans les pièces graphiques.

## 1.2 Décomposition en tranches / lots / options

Les travaux comportent 1 lot unique RESEAUX HUMIDES, suivant L2113-10 et 11 du CCP.

Ils comportent 1 tranche ferme, suivant R2113-4 à 6 du CCP

Il est précisé ici que le présent lot ne comporte pas d'options.

## 1.3 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est la mairie de Saint Genest Malifaux.

## 1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SICC VRD  
Sylvain DUMOND  
1561 route de la Combe  
42660 ST GENEST MALIFAUX  
[s.dumont@sicc-vrd.fr](mailto:s.dumont@sicc-vrd.fr)

## 1.5 OPC

Sans objet

## 1.6 Contrôle technique

Sans objet.

## 1.7 Coordonnateur pour Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

En cours de consultation

## 1.8 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Pour chaque lot, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après :

### 2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la santé.

- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chacun des lots et ses documents annexés
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE)
- Les retours de DT
- Les pièces graphiques des travaux envisagés
- Les mémoires techniques et autres éléments produits dans l'offre du candidat, à l'exception des stipulations qui s'avèrent en défaveur du maître d'ouvrage et qui contreviennent aux pièces mentionnées ci-dessus.

## 2.2 Pièces générales

- 1) Cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- 2) Normes françaises issues des normes européennes en vigueur à la date de signature du marché ;
- 3) Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté interministériel du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui lui sont supérieurs dans la hiérarchie des normes en droit public ;
- 4) Recommandations du comité technique national des industries du bâtiment et travaux publics de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.) ».

# 3 PRIX DU MARCHÉ

## 3.1 Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés aux quantités réellement exécutées, par application des prix unitaires du BPU, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 3.2 Modalités de variation des prix

Les prix sont actualisables lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (date de remise des offres) et le début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Une fois actualisés, les prix du marché sont fermes (non révisables).

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

L'index de référence I publié par l'INSEE choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

#### **Dénomination du lot / Indices d'actualisation à appliquer :**

LOT AEP

100% TP10a - Index général TP

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient Cn d'actualisation si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et le début d'exécution des prestations du marché public ou de la tranche affermie. Le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

Le coefficient d'actualisation Cn applicable pour le calcul du prix actualisé concernant chaque lot est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0,$$

dans laquelle I<sub>0</sub> et I<sub>n</sub> sont les valeurs prises par l'index de référence I de chaque lot respectivement au mois zéro et au mois n moins trois mois au mois M de début d'exécution des prestations.

Le dernier index utilisé sera celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l'achèvement des prestations ou au mois effectif de l'achèvement des prestations si celui-ci est antérieur.

### **3.3 Répartition des dépenses communes**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

## **4 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **4.1 Garantie financière**

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmentée le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## 4.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant de la tranche affermie est supérieur à 50 000€ HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 5 % du montant de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées par le Code de la Commande Publique, suivant L2123-1 et R2123-1 et suivants du CCP.

## 4.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le mode de règlement du titulaire ou du sous-traitant est le virement administratif en respectant un délai global de paiement de trente (30) jours maximum pour les acomptes et le solde.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre pour les acomptes ; le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception d'acceptation du décompte général définitif par le titulaire ou, par défaut, aux termes d'un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la notification du décompte général définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 13.4.5 du CCAG.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.



Le taux est celui de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne lieu, en outre, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) Euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le titulaire peut demander une indemnisation complémentaire sur justification.

## 5 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 5.1 Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en trois originaux et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro/intitulé du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités pris en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxes des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- le numéro intracommunautaire d'identification de la TVA du prestataire ;

- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

## 5.2 Approvisionnements

Il ne sera versé aucun acompte pour approvisionnement.

## 5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché précise tous les éléments et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer ;
- Les modalités de paiement des sous-traitants direct :
  - o Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - o Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement aux sous-traitant. Cette décision est notifiée aux sous-traitants et au pouvoir adjudicateur.
  - o Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - o Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - o Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - o Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - o Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

o En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

• Les modalités de paiement direct des cotraitants :

o En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

o En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;

o Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

## 5.4 Conséquence financière du non affermissement d'une tranche optionnelle

En cas de non-affermeur d'une tranche optionnelle, il ne sera pas fait application d'aucune indemnité.

# 6 DELAI D'EXECUTION - PENALITES

## 6.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement, avec le détail des périodes de préparation.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Le calendrier détaillé d'exécution est à la charge du titulaire.

## 6.2 Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.

## 6.3 Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

En complément, l'entrepreneur subira :

Par jour calendaire de retard partiel par rapport au respect des différentes phases de son intervention prévue par le calendrier d'exécution détaillé, sur la simple constatation du maître d'œuvre sans procédure, une pénalité d'un montant de 150 € (cent cinquante euros). Il n'y a pas de plafonnement de ces pénalités par rapport au montant du marché.

Pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, après procédure de mise en demeure, une pénalité d'un montant de cinq pour cent du marché, sans toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L 8221-3, L 8221-4 et L 8221-5 du Code du travail.

Par absence à une réunion de chantier dûment convoqué par le maître d'œuvre, non excusée, une pénalité d'un montant de 150 € (cent cinquante euros) par réunion, sur la simple constatation du maître d'œuvre sans procédure de mise en demeure ni d'ordre de service de rappel.

Par jour calendaire de retard dans la remise des documents prévus aux articles 8-1 et 8-3.1 sollicités par le maître d'œuvre, sur sa simple constatation du retard sans procédure de mise en demeure ni d'ordre de service de rappel, une pénalité d'un montant de 1/500ème du montant du marché.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 46.1 du CCAG.

## 6.4 Augmentation des délais pour intempéries

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G., les phases d'exécution des travaux dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux tous lots confondus seront modifiées par une prolongation d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène -> Intensité limite et Durée

Gel -> -4°C pendant 3 jours

Pluie -> + 65 mm/j en 24 h

Neige -> + 10 cm

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Il sera alors établi un nouveau calendrier d'exécution des travaux par le coordonnateur de chantier actant des modifications décrites ci-dessus effectuées dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement qui sera notifié par ordre de service aux entrepreneurs.

Si ces modifications portent atteinte au délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage décidera d'une prolongation de ce délai, qu'il notifiera par ordre de service, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG.

## 6.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du C.C.A.G. Travaux sont applicables.

## **6.6 Délai et retenues pour remise des documents après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires dans un délai de 1 (un) mois, une retenue égale à 1000 € (mille EUROS) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 40 du C.C.A.G. sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

## **6.7 Sanctions en cas de manquement concernant la santé et la sécurité des travailleurs**

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.4.4 du C.C.A.G.

# **7 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

## **7.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes en vigueur ou visées par le cahier des charges.

## **7.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Bureau d'étude et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par l'Entrepreneur sous contrôle du Bureau d'étude.

## 8 IMPLANTATION DES OUVRAGES

La responsabilité de l'implantation des ouvrages est assumée par l'entreprise titulaire de la réalisation de ses travaux.

## 9 PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

### 9.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Le Phasage des travaux sera défini par le maître d'œuvre et les entreprises, de manière cohérente entre les différents lots notamment sur les prestations qui nécessitent une parfaite coordination. Il tiendra compte également du maintien des circulations de riverains et de la limitation des gênes occasionnées.

Le délai de préparation est fixé à 3 semaines.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de l'entrepreneur :

- approbation du calendrier d'exécution élaboré par le maître d'œuvre et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28-2 du C.C.A.G.,

L'absence de visa du maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes des calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8-2 ci-après,

L'absence de visa du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- Etablissement et présentation au visa du coordonnateur de sécurité dans un délai de 30 (trente) jours du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994

Conformément au calendrier prévisionnel d'exécution les délais d'exécution des lots sont les suivants :

**Délais et période d'exécution prévisionnelle :**

**Délai : 4 semaines de préparation + 12 semaines de travaux**

Le délai d'exécution de chaque lot est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues au 28.2 du CCAG.

Il est précisé que le choix ou non des options par le pouvoir adjudicateur ne prolonge pas les délais sus-mentionnés.

Le délai d'exécution des travaux de chaque lot débute à compter de la date de démarrage des travaux fixée par un ordre de service.

## 9.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

## 9.3 Travailleurs handicapés

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

## 9.4 Plan d'assurance qualité

Le titulaire doit respecter les stipulations de son plan d'assurance de la qualité (PAQ), conformément à l'article 4.3.1. du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## 9.5 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## 9.6 Ordres de service

Afin de compléter les dispositions prévues à l'article 3.8.1 du CCAG, les ordres de service sont transmis au titulaire par un ou plusieurs des moyens suivants :

- un envoi par mail, le titulaire, renvoyant lui-même l'ordre de service signé pour accuser de sa réception, par télécopie ;
- une remise de l'ordre de service au titulaire contre signature sur le champ pour accuser réception, lors des réunions de chantier,
- un pli ou une lettre recommandé avec accuser de réception transmis par voie postale au titulaire.

Pour compléter le septième alinéa de l'article 2 du CCAG, l'ordre de service est également la décision du représentant du pouvoir adjudicateur qui assume ses missions et ses prérogatives de puissance publique, notamment pour :

- lancer les travaux,
- accorder un prix nouveau
- affermir une tranche optionnelle ;
- proposer un nouveau calendrier détaillé d'exécution actant des modifications des phases d'intervention de chaque lot et prolongeant le délai global d'exécution ;
- pour notifier le décompte général définitif.

## 10 ETUDES D'EXECUTION ET NOTES DE CALCUL

Outre les pièces graphiques qui sont fournis, les plans d'exécution des ouvrages qui s'avèreraient nécessaires ou qui sont prévus dans les prix unitaires sont à la charge du titulaire de chacun des lots.

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur dans un délai de 07 jours et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 07 jours après leur réception.

## 11 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

### 11.1 Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### 11.2 Emplacements mis à disposition par le maître d'ouvrage

Sans objet

### 11.3 Signalisation des chantiers

Sous réserve des stipulations de l'article 3.2.6 du Cahier des Clauses Techniques Particulières qui prévoient que c'est en principe l'entreprise en charge du lot n°1 qui gèrera la gestion globale du site, la signalisation de chantier est à la charge du titulaire et sera soumise à la validation de la Commune.



## 11.4 Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

# 12 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

## 12.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » des déchets et du titulaire en tant que « détenteur » des déchets, pendant la durée des travaux.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets, en ce qui concerne par exemple les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

En tout état de cause, il appartiendra au titulaire de respecter scrupuleusement les stipulations de l'article 7.4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières quant à l'évacuation des déchets.

## 12.2 Replément des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux et du Cahier des Clauses Techniques Particulières sont applicables.

## 12.3 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières, le titulaire doit assurer toutes les opérations de contrôle interne, dont les contrôles de travaux en cours d'exécution.

Le maître d'œuvre se réserve néanmoins le droit de demander de nouveaux essais ou contrôles dont la charge sera supportée par l'entreprise.

## 12.4 Documents à fournir après exécution

Les plans de récolement des travaux et le DOE sont à la charge du titulaire.

## 12.5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

# 13 RECEPTION DES TRAVAUX

## 13.1 Dispositions applicables à la réception

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

## 13.2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Une réception partielle avec prise de possession anticipée des ouvrages pourra être effectuée en fonction de besoins de continuité de services, des réseaux et des circulations.

## 13.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

# 14 GARANTIES ET ASSURANCES

## 14.1 Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

## 14.2 Garanties particulières

Sans objet.

## 14.3 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Cette obligation d'assurance vaut durant toute la durée du marché, le pouvoir adjudicateur pouvant demander d'en justifier à tout moment au titulaire, au mandataire ainsi qu'aux cotraitants.

# 15 RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues à l'article 1263-12 et aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément au Code de la Commande Publique, articles L2195-1 à 6, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## 16 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux.

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 6.4 déroge à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux

Lu et approuvé (signature du titulaire)

A....., Le .....